

**RAPPORT N° 2024/5-01  
au bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET**

**TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU SECTEUR DE SAINT FRANCOIS- AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE DE L'AXE 2.5.2 « AMELIORATION DU RENDEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE » DU PROGRAMME FEDER 2021-2027**

**- Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

L'amélioration des performances hydrauliques constitue un enjeu environnemental sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d'adduction en hausse, il s'agit de réduire au maximum les pertes en eau afin de réduire les prélèvements dans le milieu naturel et de maîtriser la consommation électrique liée à la production et à l'acheminement de l'eau vers les abonnés.

Dans le cadre du programme de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable de la CINOR, 5,89 km de réseau seront renouvelés sur le secteur de Saint-François situé sur la commune de Saint-Denis.

Le réseau de distribution du secteur de Saint François qui présente l'un des rendements les plus faible fait partie des priorités du programme de renouvellement.

Ces travaux concernent le réseau de la RD43 entre le village de Saint François et le village du Brulé.

Le montant global de l'opération est de 3 200 000,00 € HT.

Puisque cette opération est éligible à la fiche action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable » du programme opérationnel FEDER 2021-2027 de la Réunion, la CINOR souhaiterait solliciter une subvention auprès de l'Union Européenne en participant à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la Région Réunion autorité de gestion sur le nouveau programme européen.

La participation de L'Union Européenne s'établirait comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux	Montant (HT)
Union Européenne	Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable »	Totalité de l'opération	3 200 000,00€	75 % (avec un plafonnement à 500 euros par mètres linéaires de canalisations renouvelées)	2 400 000,00€

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable »	75	2 400 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25	800 000,00 €
TOTAL (HT)		3 200 000,00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable du secteur de Saint-François,

- autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de 2 400 000,00 € auprès de l'Union Européenne au titre Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 sur la base du montage financier précédent

Accusé de réception en préfecture  
674-249740119-20241031-BC2024-5-01-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **800 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2024/5-01  
Du bureau de la Communauté  
en séance du 31 octobre 2024**

**OBJET : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU SECTEUR DE SAINT-FRANCOIS – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE DE L'AXE 2.5.2 « AMELIORATION DU RENDEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE » DU PROGRAMME FEDER 2021-2027**

**Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-01-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement pour les travaux de renouvellement du réseau AEP du.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 Action 2.5.2 « Amélioration du rendement des réseaux d'eau potable »	75	2 400 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25	800 000,00 €
TOTAL (HT)		3 200 000,00 €

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de 2 400 000.00 € auprès de l'Union Européenne au titre Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 sur la base du montage financier précédent.

**ARTICLE 3**

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de 800 000.00 € prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 10  
Suffrages exprimés : 10  
Vote pour : 10  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président  
**Maurice GIRONCEL**

